

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Brésil

### Résumé :

Une publication du SER de Brasília  
Semaine du 18 novembre 2024

#### A Rio de Janeiro, l'Alliance globale contre la faim et la pauvreté est lancée lors du Sommet du G20.

L'Alliance réunit 148 membres, dont 82 pays, pour éradiquer la faim et réduire la pauvreté d'ici 2030. Soutenue par des institutions comme la Banque mondiale et la BID, qui a alloué 25 Md USD, l'initiative s'appuie sur des politiques telles que les transferts monétaires et les repas scolaires. Sa gouvernance repose sur un Conseil au niveau global et des bureaux régionaux, assurant des actions adaptées localement.

#### LE CHIFFRE A RETENIR :

### 70 Md BRL

(soit 12 Md EUR) le montant des économies budgétaires sur 2024 - 25 qui doivent être annoncées par le gouvernement cette semaine.

#### Le Congrès approuve un système brésilien de régulation des émissions de carbone.

La loi crée le Système Brésilien de Commerce des Émissions (SBCE) pour limiter et compenser les émissions de gaz à effet de serre des secteurs les plus polluants. Cette régulation, qui exclut toutefois le secteur agricole, repose sur des quotas et des certificats de réduction d'émissions échangeables sur un marché obligatoire ou volontaire.

#### Brésil et Chine signent 37 accords le lendemain du G20 afin de consolider leur coopération stratégique.

Ces Accords ont été signés pendant la visite d'Etat du président chinois Xi Jinping. Ils couvrent notamment les domaines agricole, énergétique et industriel, tout en excluant l'adhésion brésilienne à l'initiative chinoise de la « Route de la soie ». Le Brésil vise à intégrer davantage les chaînes de valeur chinoises et à diversifier ses exportations agricoles. Les projets incluent des avancées dans l'énergie nucléaire, la connectivité internet par satellite, l'intelligence artificielle et le développement industriel, alignés avec les priorités stratégiques brésiennes comme le PAC et le plan Nouvelle Industrie.

## Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-0.6%	-4.1%	127 230
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	-1.6%	+20.2%	158
Taux de change USD/BRL	+0.7%	+19.0%	5.82
Taux de change €/BRL	0.0%	+14.0%	6.09

Note : Données du jeudi à 16h30 localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

# Actualités macro-économiques & financières

## A Rio de Janeiro, l'Alliance globale contre la faim et la pauvreté est lancée lors du Sommet du G20.

Priorité de la présidence brésilienne du G20 2024, l'Alliance globale contre la faim et la pauvreté a été lancée lors du sommet qui a regroupé les chefs d'Etat à Rio de Janeiro cette semaine. Soutenue par 148 membres fondateurs, dont 82 pays, 24 organisations internationales, et plusieurs institutions financières et ONG, cette initiative vise à éradiquer la faim et la pauvreté dans le monde d'ici 2030. Elle s'inscrit dans un cadre global pour atteindre les Objectifs de développement durable des Nations Unies, à savoir la réduction des inégalités et l'amélioration des conditions de vie des populations les plus vulnérables.

**L'Alliance répond à un défi urgent : plus de 733 M de personnes dans le monde souffrent de sous-alimentation, et 1,3 Md vivent dans une pauvreté extrême, malgré une production mondiale de nourriture largement suffisante.** L'objectif est de mobiliser des ressources nationales et internationales pour déployer des solutions éprouvées, notamment les programmes de transferts monétaires, la distribution de repas scolaires et le soutien à l'emploi.

**D'ici 2030, l'Alliance vise à :**

- a. **Atteindre 500 M de bénéficiaires** grâce aux transferts monétaires.
- b. **Alimenter 150 M d'enfants** via des programmes scolaires.
- c. **Soutenir la santé et la nutrition de 200 M de femmes et d'enfants.**

- d. **Créer des opportunités d'emploi** pour 100 M de personnes.

L'initiative repose sur une gouvernance structurée en deux niveaux. Au cœur de cette gouvernance se trouve le Conseil des Champions, un organe composé de 50 membres, répartis à parité entre des représentants des pays participants (25) et des organisations internationales ou institutions partenaires (25). Ce conseil a pour rôle principal de lever les obstacles institutionnels, d'accélérer la prise de décisions et de renforcer les collaborations entre les différents acteurs. Il est conçu comme un moteur stratégique capable de mobiliser des ressources, de faciliter la signature d'accords internationaux et de promouvoir les partenariats nécessaires à l'atteinte des objectifs fixés.

**En complément de cette gouvernance centrale, des bureaux régionaux seront installés dans cinq capitales stratégiques :** Washington (États-Unis), Rome (Italie), Addis-Abeba (Éthiopie), Bangkok (Thaïlande) et Brasília (Brésil). **Ces bureaux joueront un rôle opérationnel en assurant la coordination locale des initiatives,** en facilitant les partenariats régionaux et en adaptant les stratégies globales aux besoins spécifiques des zones concernées. Ils serviront aussi de points de contact pour les organisations et gouvernements locaux, permettant un suivi rapproché des projets en cours et une évaluation continue de leur impact.

**Le financement repose sur des contributions publiques, des prêts concessionnels et des dons.** La Banque mondiale et la BID (Banco Interamericano de Desarrollo) ont déjà annoncé des engagements substantiels, la BID ayant réservé 25 milliards USD pour soutenir les projets de l'Alliance (sous forme de prêts concessionnels et de dons). D'autres institutions financières, comme le FMI et des banques régionales, sont attendues pour compléter ce financement.

**Un des objectifs de l'Alliance est de transformer la gestion des enjeux sociaux en opportunité économique, notamment pour les pays émergents.** En ciblant les populations les plus vulnérables, les transferts monétaires et les programmes d'éducation et de santé renforcent à la fois la demande intérieure et la productivité des travailleurs à long terme. Les retombées attendues incluent une meilleure inclusion économique, une réduction des inégalités et une stabilité accrue dans les zones fragiles.

**Bien que lancée sous la présidence brésilienne du G20, l'Alliance est conçue comme une plateforme globale indépendante.** Elle opérera en dehors des limites institutionnelles traditionnelles, permettant aux acteurs publics et privés de collaborer directement pour maximiser l'impact des ressources investies.

## **Le Congrès approuve un système brésilien de régulation des émissions de carbone.**

**Le Congrès brésilien a approuvé un cadre législatif pour instaurer un marché du carbone national, s'alignant sur les tendances internationales en matière de lutte contre le changement climatique.** Ce texte, qui attend la validation présidentielle, établit le Système Brésilien de Commerce des Émissions de Gaz à Effet de Serre (SBCE), structurant les échanges de quotas d'émission et de crédits carbone pour les secteurs les plus polluants. Cette initiative est perçue comme une étape clé pour renforcer la compétitivité des exportations brésiennes tout en réduisant l'impact environnemental de l'économie.

**Le SBCE repose sur deux marchés distincts :**

- i. **Le marché régulé cible les entreprises dépassant un seuil annuel de 10 000 tonnes**

**d'équivalent CO<sub>2</sub>, qui devront soumettre un plan de suivi de leurs émissions. Au-delà de 25 000 tonnes, elles seront obligées de compenser leurs émissions nettes à travers l'achat de certificats de réduction ou de captation.** Ces certificats, appelés CRVE (Certificados de Redução ou Remoção Verificada de Emissões), attesteront de la contribution à des projets de neutralité carbone, tels que des initiatives de reforestation ou de capture technologique du carbone.

- ii. **Le marché volontaire, quant à lui, permettra aux acteurs non réglementés (entreprises, individus, collectivités) de s'inscrire dans des démarches volontaires de compensation carbone,** renforçant l'attractivité du pays pour les investisseurs soucieux de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

**Le texte prévoit que les transactions seront surveillées par la Commission des Valeurs Mobilières (CVM),** garantissant une transparence et une supervision rigoureuse des échanges. De plus, 75 % des recettes générées par le marché iront alimenter le Fonds National pour le Climat, tandis que 15 % financeront la maintenance du SBCE, et 5 % seront attribués à des compensations pour les peuples autochtones et communautés traditionnelles pour leur contribution à la préservation des écosystèmes.

**Ce dispositif vise à encourager les entreprises à réduire leur empreinte carbone tout en stimulant l'innovation technologique et les investissements dans des pratiques de production bas-carbone.** Dans un contexte où des mesures telles que le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM) de l'Union européenne imposent des contraintes aux exportations intensives en carbone, le

Brésil anticipe les risques de désavantages compétitifs pour ses produits.

**Par ailleurs, l'intégration des quotas dans des plateformes de négociation internationales pourrait valoriser les efforts environnementaux brésiliens,** notamment grâce à ses ressources naturelles abondantes, telles que ses forêts, qui permettent un potentiel significatif de captation de carbone.

**L'un des points les plus débattus reste l'exclusion du secteur agricole du marché régulé. Ce secteur, responsable d'environ 27 % des émissions nationales (617 M de tonnes de CO<sub>2</sub> équivalent en 2022),** est exempté de toute obligation. Cela inclut les émissions directes liées à l'élevage et les émissions indirectes issues de l'utilisation d'intrants comme les engrais. Ce choix a été justifié par les pressions des représentants de l'agro-industrie, qui craignent que des restrictions ne nuisent à la compétitivité du secteur et n'entraînent une hausse des prix alimentaires.

**Cette décision suscite des critiques, car elle affaiblit l'efficacité globale de la politique climatique.** De nombreux experts estiment que l'intégration de l'agriculture dans le SBCE aurait permis de cibler un levier important pour réduire les émissions brésiliennes. Ce débat souligne la nécessité d'ajustements futurs pour aligner ce secteur avec les exigences climatiques internationales.

**La loi prévoit une période de deux ans pour définir les réglementations spécifiques, telles que les quotas sectoriels et les méthodologies de suivi des émissions.** Les entreprises concernées disposeront d'un délai supplémentaire pour s'adapter aux nouvelles obligations. Le système sera déployé en plusieurs phases, avec une pleine opérationnalité prévue dans six ans. À chaque étape, un Plan National d'Allocation sera élaboré pour fixer les limites d'émissions et ajuster les quotas disponibles en fonction des objectifs climatiques du pays.

**Les entreprises qui ne respectent pas leurs obligations risquent des amendes pouvant aller jusqu'à 3% de leur chiffre d'affaires annuel, ou 4% en cas de récidive.** Les individus ou entités non réglementées sont également soumis à des sanctions financières, variant entre 50 000 et 20 M BRL.

**Cette initiative place le Brésil dans une dynamique plus proactive vis-à-vis des engagements climatiques mondiaux, notamment ceux de l'Accord de Paris.** Alors que des pays du G20 ont déjà adopté des systèmes similaires, le Brésil espère s'affirmer comme un leader dans l'économie bas carbone en exploitant ses avantages compétitifs naturels.

**Cependant, pour garantir le succès de cette politique, des ajustements seront nécessaires, notamment pour renforcer l'intégration des secteurs clés et répondre aux attentes des partenaires internationaux.** La régulation du marché du carbone brésilien représente une opportunité économique et environnementale majeure, mais sa mise en œuvre sera cruciale pour en maximiser l'impact.

## **Brésil et Chine signent 37 accords le lendemain du G20 afin de consolider leur coopération stratégique.**

**Lors de la visite d'État du président de la République populaire de Chine, Xi Jinping, au Brésil le lendemain du Sommet du G20, les deux pays ont signé 37 accords dans des domaines clés tels que l'agriculture, l'énergie, la technologie et l'industrie.** En arrière-plan, le Brésil cherche à tirer parti de ce partenariat pour se moderniser et s'intégrer davantage dans les chaînes de valeur mondiales dominées par la Chine. **Néanmoins, le Brésil a choisi de ne pas adhérer formellement à l'Initiative « Route de la Soie », affirmant ainsi son indépendance stratégique.**

**Parmi les accords les plus significatifs figure un engagement commun pour aligner les investissements chinois avec les grands projets de développement brésiliens, notamment le nouveau Programme d'Accélération de la Croissance (Novo PAC) et le plan Nouvelle Industrie Brésil.** L'objectif est d'attirer des investissements orientés vers la modernisation industrielle et la transition énergétique.

**Le Brésil souhaite aller au-delà de son rôle traditionnel de fournisseur de matières premières en intégrant davantage les chaînes de valeur industrielles chinoises,** notamment dans les secteurs technologiques et manufacturiers. Cette ambition est soutenue par des engagements de transfert de technologie, qui permettront au Brésil de développer des capacités locales dans des industries stratégiques telles que les énergies renouvelables, l'automobile et les équipements électroniques.

**Le secteur agricole, qui représente un pilier du commerce bilatéral, a bénéficié de plusieurs avancées importantes.** De nouveaux accords ouvrent le marché chinois à des produits agricoles brésiliens comme le sorgho, le sésame et les raisins frais. Ces accords élargissent et diversifient les exportations brésiliennes et réduisent leur dépendance aux cultures traditionnelles comme le soja.

**En parallèle, des accords dans le domaine des technologies agricoles ont été signés, visant à améliorer la productivité et la durabilité de l'agriculture brésilienne.** Le développement de pesticides innovants et de solutions pour contrôler et optimiser les processus de production agricole figurent parmi les priorités, permettant au Brésil d'améliorer sa compétitivité sur le marché mondial en répondant aux normes croissantes de durabilité.

**L'un des accords les plus ambitieux concerne le développement de l'énergie nucléaire.** Le Brésil et la Chine ont signé un mémorandum pour explorer conjointement des

applications dans des domaines comme la médecine nucléaire, la production énergétique et la recherche scientifique. Ce partenariat offre au Brésil une opportunité de moderniser ses infrastructures nucléaires en coopération avec la Chine.

**La technologie de l'information par satellite a également occupé une place centrale dans les discussions.** Un accord a été conclu avec SpaceSail, une entreprise chinoise spécialisée dans les satellites en orbite basse, pour élargir l'offre d'internet à haut débit au Brésil. Ce projet vise à améliorer la connectivité dans les zones rurales et isolées, souvent laissées de côté par les infrastructures traditionnelles. En rivalisant avec Starlink, de l'Américain Elon Musk, SpaceSail promet de dynamiser la concurrence et de réduire les coûts d'accès à l'internet. **Le gouvernement brésilien s'efforce également de réduire sa dépendance vis-à-vis du milliardaire américain, particulièrement après de vives tensions entre l'une de ses entreprises, X, et le système judiciaire brésilien.**

**D'autres accords portent sur le développement de l'intelligence artificielle, la numérisation des services publics et la coopération dans l'économie numérique.** Ces initiatives visent à stimuler l'innovation et à renforcer la compétitivité des entreprises brésiliennes dans un contexte économique global de plus en plus axé sur les technologies numériques, et d'amplifier l'influence de la technologie chinoise dans le pays.

\*\*\*

**Loin des grandes déclarations géopolitiques, ces accords traduisent une volonté des deux parties de concrétiser des projets pour leurs économies respectives.** Le Brésil mise sur le transfert de technologie et les investissements chinois pour stimuler sa modernisation industrielle et son intégration dans des chaînes de production à plus forte intensité technologique. De son côté, la Chine y voit une opportunité de consolider sa présence dans des secteurs

stratégiques au Brésil, tout en diversifiant ses sources d’approvisionnement agricole et en soutenant ses entreprises dans des marchés émergents comme celui des satellites et de l’énergie.

\*\*\*

**Sur le plan commercial, la Chine est le premier partenaire commercial du Brésil**, avec une part de plus en plus importante dans le commerce extérieur du Brésil. Les échanges sont passés de 37 Md USD en 2009 à 75 Md USD en 2014, puis à un record de 158 Md USD en 2023.

**Le Brésil a enregistré un excédent commercial avec la Chine de 51 Md USD en 2023, avec des exportations de 104 Md USD** (30,7% des exportations totales), dépassant celles vers les États-Unis (36 Md USD) et l’Union européenne (46 Md USD) réunis. Les ventes brésiliennes vers la Chine sont principalement constituées de matières premières, notamment le soja

(1er poste d’exportation représentant 37% du total exporté), ainsi que du pétrole brut et du minerai de fer (19% chacun).

**La Chine est également le premier fournisseur du Brésil, avec des importations qui ont atteint 53 Md USD en 2023**, soit 22% du total. Les principaux produits importés sont des biens manufacturés, notamment les semi-conducteurs (10% des importations) et des équipements de télécommunications (6%). Le Brésil importe également des produits chimiques (engrais 3,1%, pesticides 3%).

\* \* \*

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasilia.

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier) et Célia Devant-Perrotin (Adjointe au Conseiller financier).

Abonnez-vous : [celia.devant-perrotin@dgtresor.gouv.fr](mailto:celia.devant-perrotin@dgtresor.gouv.fr)